

Est-ce nécessaire de lui réserver un tel cérémonial officiel ? Est-ce sa déclaration qui a influencé l'attitude des officiels ?

Quoi qu'il en soit, concernant la qualification de la colonisation de crime contre l'humanité par Macron, les autorités

tique (de Macron)». Dans l'opposition, le parti Talai El Houriet estime que les déclarations de Macron vont dans le sens des revendications du parti. Un avis partagé par le FFS, le MSP et bien d'autres.

Ces partis souhaitent que la France

son «onction» à un candidat plutôt qu'à un autre, même crédité d'un bon score électoral ? Cela reste une affaire franco-française. Nous concernant, il s'agit de relations souveraines d'Etat à Etat.

D'autant qu'en France, Etat de droit, la personnalité du Président n'est pas décisive mais juste utile et nécessaire à la bonne marche des institutions républicaines, contrairement à ce qui prévaut dans de nombreux pays arabo-africains.

Ce qui devrait constituer la préoccupation permanente des autorités algériennes ne serait-ce pas plutôt l'image que donne l'Algérie d'elle-même en cette période d'incertitudes et de préoccupations quant à son avenir ? Ces préoccupations et inquiétudes hantent le quotidien du citoyen algérien et déteignent sur la vision de nos partenaires étrangers.

En témoignent les différents rapports et articles de presse étrangers critiques publiés récemment sur notre pays, dont le rapport parlementaire français en date de janvier 2017⁽²⁷⁾ et celui d'Amnesty International (rapport 2016-2017) publié le 22 février⁽²⁸⁾. La question mémorielle entre l'Algérie et la France est le reflet d'un rapport de force prévalant entre les deux pays et qui est actuellement nettement en faveur de cette dernière. Nous avons

s'impose aux autorités françaises de reconnaître les crimes commis au nom de l'Etat français en Algérie et partout ailleurs, durant la période coloniale. Par contre, en Algérie, le monopole mémoriel exercé par l'Etat confine les débats de société dans un arrière plan dont ne peuvent émerger que les intellectuels les plus engagés.

Ce rapport de force est aussi le reflet de la place qu'occupe désormais notre pays dans l'échiquier des relations internationales. Il est bien loin le temps où l'Algérie était «La Mecque» des mouvements de libération nationale du monde entier.

Le temps où la voix de l'Algérie était écoutée et prise en considération par tous les Etats du monde, y compris les plus puissants d'entre eux.

Ce rapport de force ne peut être rééquilibré sans un Etat démocratique, une bonne gouvernance, le respect des libertés fondamentales du citoyen, notamment la liberté d'expression, des élections libres, une économie saine, diversifiée et performante... En un mot, un Etat de droit qui serve et survive aux hommes.

Quel que soit l'« heureux élu » de la présidentielle française et sa vision de la question mémorielle, les intérêts bien compris des deux pays demeurent constants et

Quoi qu'il en soit, concernant la qualification de la colonisation de crime contre l'humanité par Macron, les autorités algériennes ont minimisé l'évènement. En effet, l'autoproclamé «porte-parole» du système, l'actuel directeur de cabinet à la Présidence et secrétaire général d'un parti du pouvoir, le RND, a d'abord qualifié les propos de Macron d'«électoralistes», avant de «décréter» dans un entretien à un journal algérien(24) que «la priorité est de préserver notre mémoire avant de réclamer des excuses du colonisateur d'hier».

algériennes ont minimisé l'évènement. En effet, l'autoproclamé «porte-parole» du système, l'actuel directeur de cabinet à la Présidence et secrétaire général d'un parti du pouvoir, le RND, a d'abord qualifié les propos de Macron d'«électoralistes» avant de «décréter» dans un entretien à un journal algérien⁽²⁴⁾ que «la priorité est de préserver notre mémoire avant de réclamer des excuses du colonisateur d'hier».

Considérant le poids politique de l'intéressé au sein des rouages de l'Etat, on est enclins à penser qu'il n'exprime pas ici un point de vue personnel, ni celui de son parti, mais bien celui de l'Etat algérien. C'est du moins ce qui concorde avec les propos du ministre des Moudjahidine qui s'est limité à déclarer à l'occasion de la célébration de la Journée du chahid (martyr), le 18 février à Khenchela, «que la France doit assumer ses responsabilités envers l'Algérie et les dossiers en suspens entre les deux pays»⁽²⁵⁾.

Pas question de repentance pour les crimes de la colonisation en Algérie. Ce ne serait pas une priorité algérienne.

Fort heureusement, le porte-parole du RND ne semble pas être au diapason avec son secrétaire général. Chihab estime, en effet, que la déclaration de Macron constitue «une avancée sur le plan de la mémoire qui témoigne du courage poli-

aille plus loin, vers la repentance officielle. Même attitude au sein de la société civile, notamment les historiens et la presse. Tous se félicitent de l'attitude de Macron et s'interrogent sur la suite qu'il pourrait donner à ses déclarations, s'il était élu président de la République.

La visite de Macron a permis, une fois encore, de constater le hiatus qui persiste en Algérie entre le discours officiel tendant à la mainmise de l'Etat sur la mémoire nationale et son interprétation au gré des événements, d'une part, et la revendication de la société civile et l'opposition politique d'«une histoire débarrassée d'un récit fantasmé et falsificateur»⁽²⁶⁾, d'autre part. Ce hiatus ne peut être comblé qu'en donnant toute la liberté nécessaire aux chercheurs et aux historiens, les mieux à même d'écrire la mémoire autant qu'état d'esprit porté par tout un peuple qui en est le dépositaire.

Dans ce contexte, on est en droit de s'interroger : pourquoi les autorités algériennes devraient-elles «prendre une option» qui paraît hasardeuse dans un contexte électoral français plein d'incertitudes, que les pronostics varient d'un jour à l'autre et sachant que le dernier mot revient au peuple français, seule source de la souveraineté nationale ?

Alors, pourquoi Alger devrait accorder

La question mémorielle entre l'Algérie et la France est le reflet d'un rapport de force prévalant entre les deux pays et qui est actuellement nettement en faveur de cette dernière. Nous avons constaté à quel point, en France, elle est devenue thème de débat public et pas seulement politique. Dans ce pays, une partie de la société, notamment les intellectuels et les jeunes, ne cache plus son soutien au devoir qui s'impose aux autorités françaises de reconnaître les crimes commis au nom de l'État français en Algérie et partout ailleurs, durant la période coloniale.

constaté à quel point en France, elle est devenue thème de débat public et pas seulement politique.

Dans ce pays, une partie de la société, notamment les intellectuels et les jeunes, ne cache plus son soutien au devoir qui

s'inscrivent dans la dynamique des rapports de force et de coopération permanente entre deux pays souverains, nonobstant la qualité des hommes ou des femmes qui les dirigent ou les dirigeront demain.

M. Z.

WEB-GRAPHIE 2

15- <http://www.tsa-algerie.com/20170217/colonialisme-repentance-faut-remercier-macron/>

16- <http://www.toutdz.com/propos-de-macron-sur-la-colonisation-silence-officiel-gene/>

17- <http://www.voltairenet.org/article17252.html> -Thierry Meyssan

18-<http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/rue89->

monde/20120314.RUE8514/les-moudjahidine-algeriens-veulent-criminaliser-le-colonialisme-francais.html

19- <http://www.lecourrierdelatlas.com/algerie-divisions-sur-la-criminalisation-du-colonialisme-francais--2262> Yacine Ouchikh

20- <http://ldh-toulon.net/les-binationaux-sont-devenus-des.html>

21- <http://www.tsa-algerie.com/20160726/liste-postes-exigeant-nationalite-algerienne-exclusive-fixee/>

22- <http://www.tsa-algerie.com/20160119/communaute-algerienne-a-letranger-article-51-ou-le-deni-du-droit-du-sang/>

23- <http://www.tsa-algerie.com/20170214/emmanuel-macron-candidat-defaut-de-lalgerie/>

24- http://www.elwatan.com/actualite/les-excuses-sont-importantes-mais-pas-une-priorite-22-02-2017-339791_109.php

25- [http://www.tsa-](http://www.tsa-algerie.com/20170218/propos-de-macron-c)
[algerie.com/20170218/propos-de-macron-c](http://www.tsa-algerie.com/20170218/propos-de-macron-c)

olonisation-de-timides-reactions-officielles-
algerie/

26-http://www.elwatan.com/actualite/la-france-face-a-son-passe-colonial-18-02-2017-339469_109.php

27- <http://www.tsa.com/20170120/rapport-officiel-salame-de-letat-de-sante-de-bouteflika-de-mohamed-vi/>

28- <http://www.tsa-algerie.com/20170222/constat-severe-damn-estv-international-lalgerie/>